



RAPPORT D'ACTIVITES 2006



Editorial

CE RAPPORT D'ACTIVITÉS 2006 met en avant nos missions, parce que nous croyons que l'humanitaire est avant tout action pour secourir concrètement et directement des personnes et des communautés en danger.

Notre action est fondée sur des principes qui sont notamment l'engagement, l'indépendance indispensable à l'impartialité des secours, le respect de la dignité des victimes et de leur identité culturelle, au service de cette grande espérance de la solidarité humanitaire.

En 2006, nous avons particulièrement renforcé notre organisation pour accroître notre réactivité, pour améliorer la qualité de nos programmes, renforcer notre gouvernance et structurer notre croissance.

En 2006, dans 12 pays, nous avons répondu aux besoins vitaux de 1,5 million de personnes pour l'accès à l'eau potable et l'assainissement, la sécurité alimentaire et la reconstruction des infrastructures, mis en œuvre dans 94 programmes pour un budget de 28,4 millions d'euros.

Tout cela a été réalisé grâce à l'engagement et aux compétences humanitaires des membres de SOLIDARITES, la générosité de nos donateurs, le soutien d'entreprises et de Fondations, le partenariat avec les institutions, dans une relation de confiance dont nous les remercions ici.

Enfin, notre campagne pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous ne cesse de se développer⁽¹⁾. Nous vous remercions pour votre soutien à ce combat humanitaire essentiel à tant d'êtres humains.

Alain Boinet.
Directeur général et fondateur.

Pierre de La Bretesche.
Président.

(1) www.votregouttedeau.org

COUV : SOLIDARITES/JULIE PUDLOWSKI

SOMMAIRE

ORGANISATION

Sommaire	2
Editorial	2
Qui sommes-nous	3
L'humanitaire de l'urgence à la reconstruction	6
SOLIDARITES en chiffres	8

NOS MISSIONS

Soudan	9
Sri-Lanka ■ Indonésie ■ Pakistan	10
RD Congo	12
Afghanistan	13
Niger ■ Haïti	14
Côte-d'Ivoire ■ Liban	15
Burundi ■ Liberia	16
Et en 2007, 2008...	17

SOLIDARITES

Rapport Financier	19
Notre Communication	22
Remerciements ■ Contacts	24

Qui sommes-nous ?

SOLIDARITES est une association d'aide humanitaire internationale qui, depuis 27 ans, porte secours aux populations victimes de conflits armés et de catastrophes naturelles.

Notre mission est de répondre aux besoins vitaux – boire, manger, s'abriter – dans les situations d'urgence puis de reconstruction.

Particulièrement engagés dans le combat contre les maladies liées à l'eau insalubre, première cause de mortalité au monde provoquant près de 8 millions de morts par an⁽¹⁾, nous développons une expertise dans le domaine de l'accès à l'eau potable et l'assainissement.

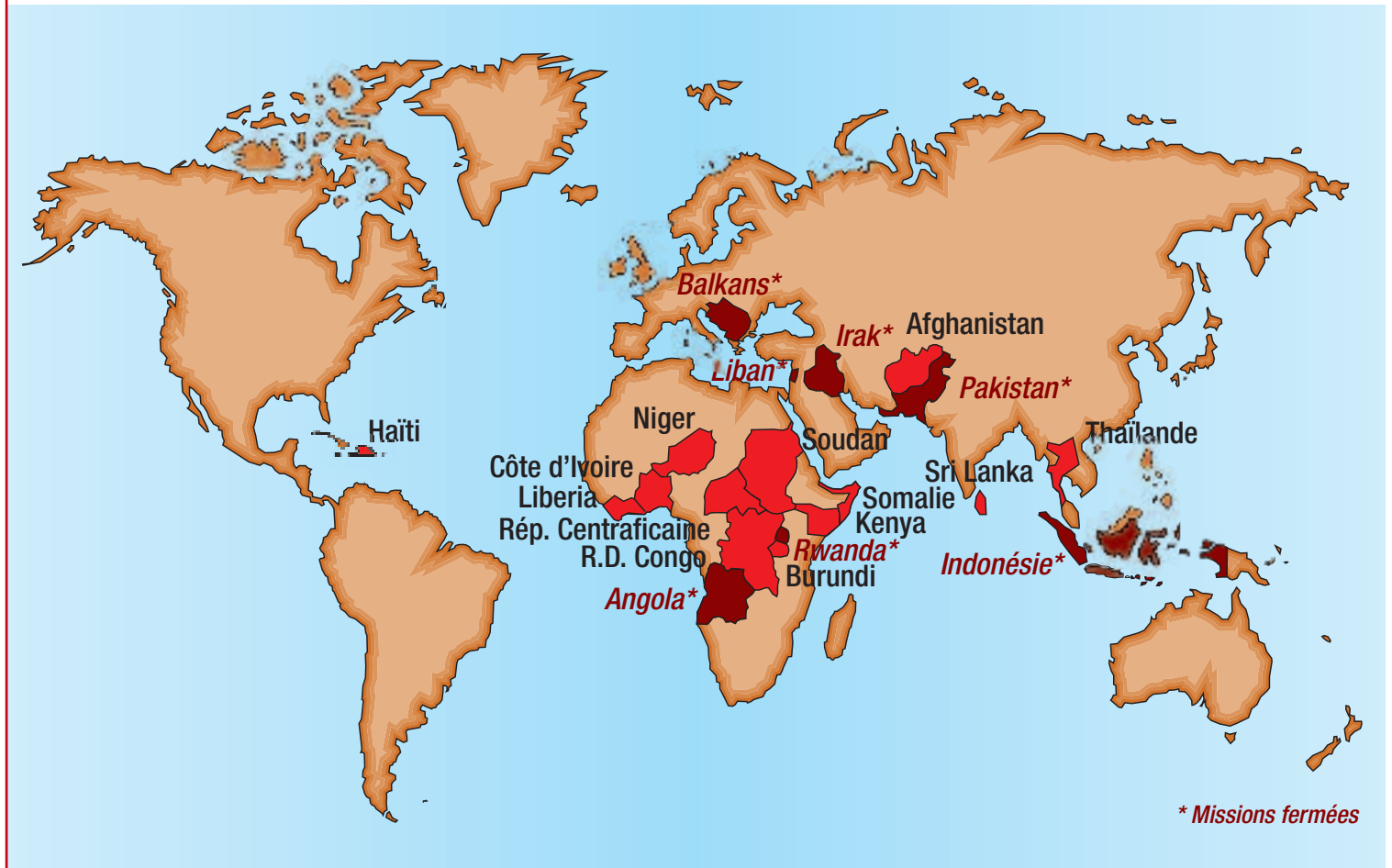
Dans le respect des cultures et de la dignité des victimes, SOLIDARITES réalise des programmes mis en œuvre ensemble par 150 volontaires expatriés et 1 500 nationaux.

Association Loi 1901, SOLIDARITES se réunit chaque année en Assemblée Générale et comprend un Conseil d'Administration (15 membres) et un Bureau (6 membres). Alain Boinet est son directeur général fondateur et son président est Pierre de La Bretesche.

En 2006, SOLIDARITES est en mission dans 12 pays (Afghanistan, Burundi, Côte-d'Ivoire, Haïti, Indonésie, Liban, Liberia, Niger, Pakistan, RD Congo, Soudan, Sri Lanka), SOLIDARITES est intervenue auparavant en Irak, Albanie, Serbie, Kosovo, Macédoine, Bosnie, Roumanie, Rwanda et Angola.

(1). L'eau. Michel Camdessus. Robert Laffont. 2004.

Les missions de SOLIDARITES :



LES POINTS CLÉS DE NOTRE CHARTE

■ Notre engagement :

secourir les personnes et populations en danger du fait d'un conflit armé ou d'une catastrophe naturelle.

■ Indépendance et impartialité :

notre indépendance est la condition de notre impartialité pour répondre sans exclusive aux besoins humanitaires des populations.

■ Respect :

nous nous devons d'agir dans le respect de la dignité des personnes secourues et de leur identité culturelle.

■ Qualité :

nous devons systématiquement rechercher la qualité dans notre action humanitaire afin d'optimiser nos ressources pour mieux répondre aux besoins des populations. Dans ce but, nous employons divers outils.

■ Coordination de l'action :

sur la base de ces principes, nous agissons en coopération avec les autres organisations humanitaires, les bailleurs institutionnels, les autorités locales, les populations et leurs représentants.

■ **Information solidaire** : nous témoignons des situations relatives à la détresse et aux besoins des populations que nous secourons pour mobiliser la solidarité indispensable.



SOLIDARITES : NOS MISSIONS 1980-2007

1980 : première mission en **Afghanistan** où nous sommes toujours présents depuis 27 ans, de l'invasion soviétique au retrait, de la guerre civile aux taliban, de l'intervention américaine au gouvernement d'Hamid Karzai, de l'urgence à la reconstruction, avec et pour les Afghans.

Roumanie, de **1989** à 2000, durant 10 ans, nous réalisons de nombreux projets d'assistance aux orphelins très nombreux dans les institutions.

Irak, en **1992**, nous acheminons des convois de secours, quand un million de Kurdes fuient devant les troupes de Saddam Hussein. A nouveau, en 2003 et 2004, nous réhabilitons des stations de traitement de l'eau au sud de Bagdad.

Afrique des Grands Lacs, au **Rwanda (mai 1994 – 2 000)** face à l'horreur du génocide et aux conséquences du conflit. Puis au **Burundi** voisin, à partir de 1996, et en **République Démocratique du Congo** (Kivu, Ituri, Katanga) depuis août 2000, pays troublés où nous sommes toujours très impliqués.

Balkans, dès l'origine du conflit en **Bosnie (été 1992 – 2000)**, puis au **Kosovo** (été 1998 – 2001), en **Macédoine** et **Albanie** pour les 800.000 réfugiés kosovars et enfin en **Serbie** auprès des réfugiés (krajina, slavonie).

Afrique de l'Ouest, en **Côte d'Ivoire**, au début du conflit en **2003** et au **Liberia** voisin (janvier 2004), où nous poursuivons aujourd'hui notre action humanitaire.

Soudan, Darfour dès février 2004, une mission difficile pour secourir les populations chassées de leurs villages et victimes de nombreuses exactions.

Catastrophes naturelles, avec le **Tsunami** le 26 décembre 2004, au **Sri Lanka** et en **Indonésie**, puis avec le pic de sécheresse au **Niger** (août 2005), en **Haïti** (ouragan Jeanne en septembre 2004), au **Pakistan** lors du terrible tremblement de terre au **Cachemire** le 8 octobre 2005.

Durant l'été 2006 en urgence ponctuelle au **Liban**, puis en 2007 de nouvelles missions humanitaires au **nord Kenya**, au **sud Soudan**, auprès des **réfugiés birmans** en Thaïlande, en **République Centrafricaine** (RCA) et en **Somalie**, pays sans Etat victime d'un très long conflit.



D.R.

L'humanitaire de l'urgence à la reconstruction

SOLIDARITES, association d'aide humanitaire internationale, a développé depuis 27 ans une capacité à répondre à des situations complexes, où l'urgence, la post-urgence et la reconstruction se succèdent, et se mêlent parfois. Notre action répond à l'évolution des besoins, s'adapte à chaque contexte, dans le respect des cultures des populations. Notre démarche est fondée sur l'engagement humanitaire et la recherche de l'efficacité, portés par les volontaires qui mettent en œuvre des compétences reconnues dans nos métiers, pour l'accès à l'eau potable et l'assainissement, la sécurité alimentaire et la reconstruction. Illustration par l'exemple :

Darfour : apporter l'eau et nourrir dans l'urgence

Dans une région semi-désertique déchirée par la violence, forer ou réhabiliter 66 nouveaux points d'eau potable, distribuer sur 5 sites 1 560 205 rations alimentaires (représentant 20 423 tonnes) à 160 000 personnes ayant fui pillages et exactions ...

RD Congo : faire face simultanément à l'urgence et à la post-urgence

Au cœur d'un pays où violences et processus démocratique se côtoient, distribuer des produits de première nécessité à 20 000 personnes vulnérables au Katanga, répondre aux besoins (accès d'urgence à l'eau potable et l'hygiène, distribution de biens non alimentaires, éducation) de centaines de milliers de déplacés du Nord-Kivu et de l'Ituri, construire ou réhabiliter puits, sources, bornes fontaines, réseaux de distribution

d'eau et latrines pour 120 000 personnes du Katanga, du Nord-Kivu et de la Province Orientale, accompagner le retour de 67 500 personnes de l'Ituri et du Katanga par l'aide à la réinsertion économique, la réhabilitation de 38 écoles et 3 ponts...

Afghanistan : répondre à l'urgence de l'eau à Kaboul, apporter la sécurité alimentaire en zone rurale

Plus de 25 ans de guerre dans un pays parmi les plus pauvres, une population rurale arrachant à la terre sa survie, et une capitale surpeuplée où l'eau insalubre propage les maladies. SOLIDARITES a foré 98 puits, distribué 2 810 kits hygiène, construit 2 réservoirs et 263 latrines pour 53 400 personnes à Kaboul, tout en prenant en charge, dans les régions les plus isolées du centre du pays, la réhabilitation d'infrastructures rurales, et le soutien à long terme des agriculteurs et d'éleveurs...

Sri-Lanka : reconstruire après le Tsunami

Après le passage de la grande vague, dans les ruines et la détresse des survivants, redonner accès à l'eau potable et l'hygiène à 28 200 personnes en construisant 30 puits, 882 latrines et des réseaux d'adduction, nettoyer 65 zones de pêches pour permettre à 4 215 pêcheurs de nourrir leurs familles...

Côte d'Ivoire : rebâtir les conditions de vie pour les oubliés du conflit

Dans ce pays convalescent, permettre à 140 000 personnes déshéritées de revivre en réhabilitant 145 km de pistes et ponts, 274 puits, des écoles, centres de santé et marchés, en réaménageant des terres cultivables et en formant des paysans...



SOLIDARITES

L'ACCÈS À L'EAU POTABLE POUR TOUS, NOTRE COMBAT

Dans les pays développés, l'eau est accessible au robinet et bon marché. Dans les pays les plus pauvres, victimes de catastrophes naturelles ou de conflits armés, l'eau potable est un luxe rare. Soit on la trouve en quantité insuffisante, soit elle est insalubre et porteuse de maladies mortelles.

C'est une hécatombe silencieuse qui tue chaque minute 15 innocents dans des pays que nous connaissons bien comme le Soudan, la République Démocratique du Congo, le Burundi, l'Afghanistan, le Liberia, le Niger et

tant d'autres encore. **Ce sont 8 millions d'êtres humains, dont la moitié d'enfants, qui meurent chaque année de l'eau insalubre (source: « L'eau », de Michel Camdessus, Robert Laffont 2004). C'est la première cause de mortalité au monde.**

Face à cette situation dramatique, SOLIDARITES a fait, depuis de nombreuses années, de l'accès à l'eau potable pour tout son combat. Nous avons ainsi lancé de nombreuses campagnes d'information et de mobilisation de l'opinion publique et des décideurs.

En 2006 les **résultats** chiffrés de notre **action** :

20 423 tonnes d'aide alimentaire distribuées au Darfour

744 puits construits ou réhabilités

117 adductions d'eau potable réhabilitées

7 700 latrines construites

69 écoles réhabilitées

LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE, UN PRINCIPE D'ACTION ADAPTABLE

Alors que la production alimentaire mondiale pourrait nourrir l'humanité, huit cents millions de personnes ne couvrent pas leurs besoins journaliers. Conflits armés, mauvaise gouvernance et dégradation des ressources naturelles sont les principaux facteurs d'insécurité alimentaire.

L'état de sécurité ou d'insécurité alimentaire est caractérisé par :

- La disponibilité des aliments de base (en qualité et en quantité)
- La stabilité et la régularité des approvisionnements
- L'accès à toutes les populations.

Sur le terrain, nos agronomes et techniciens font face à différents types de crise alimentaire et adaptent nos interventions aux besoins. Lorsque la crise est aiguë et que les réserves alimentaires sont inexistantes (famine, déplacement de population, camps de réfugiés...), les distributions alimentaires ciblées et temporaires (rations équilibrées de farines, huile, sucre et sel) sont nécessaires afin de fournir les 2 100 Kcal par jours indispensables à chaque être humain.

Dès que les conditions sont réunies, l'objectif est de permettre aux populations de reprendre en charge leurs besoins alimentaires. Les systèmes agraires locaux sont analysés par nos équipes afin d'apporter une assistance adaptée à une relance de l'agriculture et de l'élevage.

La première étape consiste à fournir aux paysans semences, outils et conseils nécessaires au démarrage d'une nouvelle campagne agricole. La réhabilitation d'aménagements hydro-agricoles et la reconstitution du cheptel font aussi partie de notre aide à la production. Le maraîchage, la formation à la nutrition, la réhabilitation de pistes ou l'appui à une organisation paysanne font aussi partie de nos activités.



SOLIDARITES



SOLIDARITES

DE LA GESTION DE L'INSÉCURITÉ À LA SÉCURITÉ EN MISSION : UN SAVOIR-FAIRE NÉ DE L'EXPÉRIENCE

SOLIDARITES est, depuis son origine, engagée dans l'aide humanitaire aux populations victimes de conflits armés. Cette capacité à assumer une part de risque, afin de secourir des êtres humains qui vivent dans le danger, fait partie de notre vocation. Nos équipes interviennent, à ce titre, dans des contextes le plus souvent conflictuels et complexes. L'insécurité est un facteur que nous avons ainsi appris à gérer. Notre expérience de plus de 27 ans d'action sur tous les terrains d'urgence se traduit par un savoir-faire éprouvé : nos volontaires sont sensibilisés avant leur départ en mission à la gestion des situations difficiles, aux règles de comportement et à la veille d'informations ; sur chaque mission, un plan de sécurité et des procédures opérationnelles sont mis en place, et adaptés en permanence à l'évolution des risques. De l'insécurité à la sécurité en mission, chaque jour, nous avons à piloter notre action.



SOLIDARITES

Solidarités en chiffres

12 missions en 2006

94 programmes d'aide humanitaire mis en œuvre

Plus d'1,5 million de personnes secourues

145 volontaires sur le terrain

245 départs de volontaires expatriés

Plus d'un millier d'employés et cadres locaux

36 salariés au siège à Paris

60 000 donateurs particuliers

28,4 millions d'euros d'aide humanitaire

87 % des ressources affectées directement aux populations démunies



SOLIDARITES

Mission Soudan

Guerre □ Urgence □ Déplacés □ Accès à l'eau et l'assainissement □ Aide alimentaire



SOLIDARITES/WILLIAM DANIELS

encore plus importante de la population rurale déjà fortement touchée par ce conflit depuis 2003. Alors que le nombre total de déplacés est estimé à près de 2,1 millions de personnes, beaucoup de ceux-ci ont été déplacés à plusieurs reprises en 2006. La reprise des déplacements de populations en brousse, conjuguée à la réduction de l'accès humanitaire, a relancé en particulier l'urgence de l'insécurité alimentaire. L'accès

reste la première contrainte des opérations humanitaires au Darfour. Moins de 80% des 4 millions de personnes affectées par le conflit sont accessibles. Cela est principalement dû à l'insécurité qui cible directement les acteurs humanitaires, entraînant l'obligation de suspendre, réduire ou réorienter nos programmes. L'accès à l'eau potable est une priorité. La prévalence des maladies hydriques reste importante au Darfour. En 2006, les populations du Darfour ont été une fois encore touchées par des épidémies de choléra dans les zones à forte concentration humaine.

Notre action

En 2006, l'action de SOLIDARITES au Soudan a porté sur la périphérie de Khartoum, et surtout le Sud et l'Ouest Darfour, à partir de 6 bases : 1 base de coordination (Nyala), et 5 bases opérationnelles (Khartoum, Nertiti, Muhajeria, Shaeria, El Daein). En réponse à

l'urgence de la situation des populations déplacées en brousse, SOLIDARITES a orienté une part de son action vers ces populations rurales. Nous avons secouru 318 000 personnes, à travers 23 programmes d'aide articulés en plusieurs axes :

- Aide alimentaire : 1 560 205 rations alimentaires ont été distribuées par SOLIDARITES en 2006, couvrant les besoins de 160 000 personnes par mois, représentant 20 423 tonnes, sur les sites de Muhajeria, Labado, Motowred, Ngabo et Shag Hassan au sud Darfour.
- Accès à l'eau et l'assainissement : mise en place de 18 nouveaux points d'eau (forages, puits traditionnels), 48 points

d'eau maintenus ou réhabilités, 2 171 latrines construites, approvisionnement d'urgence d'eau potable par camion à Seleah.

- Distributions de produits de première nécessité : 128 054 produits (couvertures, jerricans, bâches plastique, savons, nattes, sceaux, vêtements...) ont été distribués.
- Sécurité alimentaire : vaccination de 137 810 bêtes à l'ouest et au sud Darfour, distribution de 27 921 kits de semences à Shaeria, Muhajeria, El Daein et Nertiti.
- Education : réhabilitation de 3 écoles et construction de 6 pré-écoles de l'ouest Darfour, construction et réhabilitation de 39 classes dans 2 écoles du sud Darfour.

Equipe : 40 volontaires et 294 Soudanais

Montant de l'aide en 2006 : 8 172 Keuros

Partenaires : Union Européenne (DG ECHO), DFID (GB), OFDA (USA), DAH/MAE/CIAA (France) ; Agences des Nations Unies : PAM / UNICEF / UNJLC / FAO

Contexte et situation humanitaire

Alors que l'accord de paix pour le Darfour de mai 2006 à Abuja avait apporté l'espoir d'une stabilisation du conflit dans cette province septentrionale du Soudan, la violence a fait son retour au second semestre. L'accès humanitaire s'en est trouvé réduit, principalement en brousse. La recrudescence des combats et du banditisme a poussé à l'exode une partie



SOLIDARITES

Missions Sri Lanka – Indonésie – Pakistan

Guerre ☐ Urgence ☐ Déplacés ☐ Accès à l'eau et l'assainissement ☐ Aide alimentaire



SOLIDARITES/WILLIAM DANIELS

Sri Lanka

Equipe : 8 volontaires et 68 Sri Lankais

Montant de l'aide en 2006 : 957 Keuros

Partenaires : Union Européenne (DG ECHO), Agence de l'eau Seine Normandie, Fondation de France, Croix Rouge Française.

Contexte et situation humanitaire

2006 a été au Sri Lanka l'année du passage d'une urgence à l'autre : la reprise des affrontements entre l'armée gouvernementale et le LTTE au cours du 2e semestre a créé une situation d'urgence humanitaire dans les zones de combats et dans les zones enclavées

telles que la péninsule de Jaffna et le nord de Batticaloa. Depuis juillet 2006, les affrontements se déroulent dans des zones dont la bande côtière avait été à Noël 2004 durement frappée par le tsunami, et les conditions d'insécurité touchent également les humanitaires.

Notre action

Les programmes développés en 2006 sont dans la continuité de ceux mis en œuvre par SOLIDARITES depuis janvier 2005, en réponse au tsunami, à l'est du Sri Lanka (districts d'Ampara et de Batticaloa).

Ces programmes auront un impact à long terme, puisque les bénéficiaires pourront utiliser de façon permanente les infrastructures mises en place. Avec la reprise du conflit

armé, SOLIDARITES a décidé d'orienter ses futures actions envers les populations déplacées, pour la plupart abritées dans les nombreux camps du district de Batticaloa. Plus de 30 000 personnes auront bénéficié de notre aide en 2006. Celle-ci s'est traduite par la mise en œuvre de 3 programmes, articulés autour de 2 axes :

- Programmes d'accès à l'eau et l'assainissement : dans le district d'Ampara, approvisionnement en eau potable, construction et extension de réseaux d'eau potable, construction et réhabilitation de 30 puits, mise en place de 882 latrines, sessions de sensibilisation et d'information à l'hygiène, le tout au bénéfice de plus de 28 200 personnes.
- Nettoyage des fonds marins : nettoyage de 65 zones de pêche traditionnelle au profit de 4 215 pêcheurs, dans les districts d'Ampara et de Batticaloa.

Indonésie

Equipe : 10 volontaires et 58 Indonésiens

Montant de l'aide en 2006 : 2 413 Keuros

Partenaires : Fondation de France, Délégation Interministérielle post-Tsunami (DIPT), Conseil Régional Midi Pyrénées, Conseil Général de Corrèze, Schneider, Sanofi-Aventis, Michelin, Union Européenne (DG ECHO), St Paul de la

Réunion, Agence de l'Eau Seine Normandie, Agence de l'Eau Rhin Meuse.

Contexte et situation humanitaire

Compte tenu de l'importance des dégâts provoqués par le tsunami à Noël 2004 en Indonésie, et particulièrement à Sumatra, la présence des ONG a permis l'aboutissement de nombreux projets en matière de reconstruction : rétablissement des conditions de vie des habitants (approvisionnement en eau, logement et infrastructures), relance de l'économie, réorganisation des collectivités dans les provinces affectées. Le 26 mai 2006, un violent tremblement de terre de magnitude 5.9 sur l'échelle de Richter a frappé l'île de Java dans le centre de l'Indonésie. Le séisme a sévèrement touché huit districts dans la province de Yogyakarta et deux districts voisins de la province de Central Java. Dans cette catastrophe, 5 736 personnes ont trouvé la mort et 78 206 ont été blessées.

Notre action

Les programmes développés en 2006 l'ont été dans la continuité des projets initiés suite au tsunami, notamment notre action pour l'accès à l'eau et l'assainissement en faveur des populations affectées. Pour ce qui est de notre intervention à Java, SOLIDARITES a voulu contribuer à la réduction des risques sanitaires parmi les populations affectées par le tremblement de terre du 26 mai. Pour ce faire, SOLIDARITES s'est assuré que l'accès à

une eau de qualité et de quantité suffisante soit garanti à la totalité de la population de la zone d'intervention. Notre action en Indonésie (Sumatra, île de Nias et Java) s'est traduite en 2006 par la mise en œuvre de 5 programmes, articulés autour de 4 axes :

- Accès d'urgence à l'eau potable et l'assainissement à Java : dans la province de Yogyakarta, district de Bantul, nettoyage et réhabilitation de 582 puits, réhabilitation de 663 latrines, 220 fosses septiques et 736 espaces sanitaires, distribution de 4250 jerricans au bénéfice de 17 000 personnes.
- Accès à l'eau potable et l'assainissement à Sumatra (province d'Aceh) et Nias : construction et réhabilitation de 120 points d'eau, construction de 1 300 latrines, construction et réhabilitation

de 15 km de réseaux d'eau, distribution de 6 500 kits d'hygiène, au bénéfice de 53 000 personnes.

- Programmes de réhabilitation de surfaces cultivables et de systèmes de production agricole à Sumatra : dans la province d'Aceh (districts de Nagan Raya, Aceh Barat et Aceh Jaya), réhabilitation de 1 200 ha de terres agricoles, fourniture d'intrants agricoles pour plus de 800 agriculteurs, réhabilitation de 33 km de canaux et de fossés dans 16 villages, étude et cartographie de 145 km de canaux de drainage, au bénéfice de plus de 19 300 personnes.
- Réhabilitation et reconstruction d'écoles à Sumatra : dans la province d'Aceh (région de Meulaboh), reconstruction de 7 écoles et fourniture de meubles et matériels scolaires.



SOLIDARITES/WILLIAM DANIELS

Pakistan

Equipe : 8 volontaires et 35 Pakistanais

Montant de l'aide en 2006 : 836 Keuros

Partenaires institutionnels : UNICEF, DFID (GB) Union Européenne (DG ECHO)

Contexte et situation humanitaire

Le 8 octobre 2005 eut lieu au nord de Muzaffarabad au Pakistan un séisme d'une magnitude de 7.6 sur l'échelle de Richter qui fit 73 000 morts et 69 000 blessés. Les survivants du séisme se sont déplacés dans des camps organisés ou spontanés.

Notre action

SOLIDARITES est intervenue dans deux camps organisés (Mera et Batera) et a effectué des réhabilitations de moyens d'accès à l'eau dans les villages dévastés où se sont dressés des camps spontanés. Notre action a ensuite porté sur des programmes de reconstruction et d'aide au retour dans les villages d'origine des populations affectées. La situation des populations s'étant améliorée, SOLIDARITES a décidé d'arrêter ses activités au Pakistan au 31 décembre 2006. Notre action au Pakistan en 2006 a permis la mise en œuvre de 2 programmes :

- Accès d'urgence à l'eau potable et l'assainissement pour les personnes affectées par le tremblement de terre dans les camps de Mera et Batera et dans la vallée



SOLIDARITES/JEROME DEVA

de Besham : distribution d'eau potable, réhabilitation et construction de plus de 43 réseaux d'eau, construction de 400 latrines et 179 aires de lavage, traitement des déchets, sensibilisation à l'hygiène et distribution de kits d'hygiène, au bénéfice de plus de 49 000 personnes.

- Réhabilitation des moyens d'accès à l'eau et l'assainissement des villages ruraux et installations spontanées dans la vallée de l'Allai Tehsil : restauration de 6 réseaux d'eau principaux et 49 réseaux d'eau secondaires, protection des sources d'eau et analyses de la qualité de l'eau, construction de 1 200 latrines, formation de 108 comités d'hygiène et 55 comités d'eau, au bénéfice de 37 000 personnes.

Mission RD Congo

Conflit armé □ Urgence et post-urgence □ Accès à l'eau et l'assainissement
Aide d'urgence □ Reconstruction et aide au retour

Equipe : 35 volontaires et 316 Congolais

Montant de l'aide en 2006 : 6 106 Keuros

Partenaires : Union Européenne (DG ECHO, EuropeAid), OFDA (USA), Pooled fund, Nations Unies – UNICEF, OCHA, FAO.

Contexte et situation humanitaire

La transition démocratique amorcée avec l'accord de Paix de Sun City en 2003 s'est achevée avec l'élection du président Joseph Kabila en novembre 2006. Si la RDC s'engage sur la voie d'une certaine stabilité, des poches d'instabilité se développent dans l'est

du pays où les populations locales, en plus de leurs conditions de vie précaires, doivent régulièrement fuir l'insécurité. On dénombre 1,1 million de déplacés en 2006 à l'est du pays, contre seulement 300 000 retours.

Notre action

SOLIDARITES est, dans l'est de la RD Congo, aux prises avec une situation où l'urgence et la post-urgence sont imbriquées. Les populations secourues sont à la fois résidentes, déplacées ou en phase de retour, avec comme besoins prioritaires l'accès à l'eau potable et à la sécurité alimentaire. Notre action en 2006 s'est traduite par la mise en œuvre de

18 programmes, articulés en plusieurs axes :

- Programme de Réponse Rapide pour les populations déplacées : évaluation des besoins et réponse rapide aux situations d'urgence des populations vulnérables du Nord Kivu et de l'Ituri : accès à l'eau potable et l'assainissement, distribution de biens non alimentaires, construction d'écoles temporaires et distribution de kits scolaires, ciblant 500 000 déplacés.
- Programmes d'accès à l'eau et l'assainissement : constructions et réhabilitations d'infrastructures d'eau et d'assainissement (puits, sources, bornes fontaines, latrines, adductions d'eau, comités de gestions, formations à l'hygiène...) dans le territoire de Kalemie (District Tanganyika, Province du Katanga), dans les écoles du territoire de Beni (Province Nord Kivu), dans les territoires d'Irumu et de Djugu (District Ituri, Province Orientale) au profit de plus de 120 000 personnes vulnérables et retournées.
- Programme de soutien institutionnel à la gestion locale concertée du nouveau réseau d'eau potable de Beni, réalisé par SOLIDARITES en 2004/2005 et alimentant en eau plus de 170 000 habitants. Ce programme renforce les capacités techniques, administratives et financières locales pour mieux préparer l'extension de ce réseau par SOLIDARITES prévue en 2007/2009.



SOLIDARITES/JULIE PUDLOWSKI

- Programmes d'aide au retour des déplacés : assistance à la réinsertion économique qui a permis le retour de plus de 5 500 personnes en Ituri. Aide au retour des déplacés par la réhabilitation de 38 écoles primaires du district d'Ituri au profit de plus de 13 000 enfants. Aide au retour des déplacés par la reconstruction de 3 ponts bénéficiant à une population de 25 000 personnes dans le district du Tanganyika, Province du Katanga.
- Assistance aux retournés : évaluations multisectorielles des zones de retour pour 25 000 familles candidates au retour
- Distribution de produits de première nécessité à 20 000 personnes vulnérables dans le district du Tanganyika, province du Katanga.



SOLIDARITES

Mission Afghanistan

Entre guerre et paix □ De l'urgence à la reconstruction □ Accès à l'eau et l'assainissement □ Sécurité alimentaire

Equipe : 11 volontaires et 154 Afghans

Montant de l'aide en 2006 : 1 632 Keuros

Partenaires institutionnels :

Union Européenne (EuropeAid, DG ECHO), MRRD (Ministère Afghan du Développement Rural), DAH/MAE (France), JICA (Japan International Cooperation Agency), PAM (Nations Unies), Helvetas (ONG suisse).

Contexte et situation humanitaire

L'année 2006 aura été la plus meurtrière en Afghanistan depuis la chute des Taleban en 2001. Le processus de démocratisation issu des accords de Bonn de 2002 demeure incertain, et la réduction de l'accès humani-

taire est une préoccupation grandissante. L'amélioration de la situation humanitaire est relative. Les zones montagneuses du centre du pays ont subi l'été 2006 une nouvelle sécheresse affectant la sécurité alimentaire des familles rurales. L'eau est une denrée rare en Afghanistan. Kaboul connaît une explosion démographique depuis le retour des réfugiés, et l'accès à l'eau et à l'assainissement y constitue un problème majeur.

Notre action

Présente en Afghanistan depuis 26 ans, SOLIDARITES a confirmé en 2006 sa transition de l'urgence vers la reconstruction entamée en 2005. En parallèle, la réponse aux crises humanitaires ponctuelles demeure un impératif.

SOLIDARITES a renforcé son engagement dans le domaine de l'accès à l'eau et à l'assainissement à Kaboul (très présent dans ce secteur sur la capitale entre 1995-98, SOLIDARITES y a relancé ses activités en 2005).

Notre action en Afghanistan en 2006 a vu la mise en œuvre de 7 programmes articulés en plusieurs axes :

- Programmes d'urgence d'accès à l'eau et l'assainissement à Kaboul (districts 13 et 7) : construction de 2 réservoirs et d'une station de pompage, forages de 98 puits équipés de pompes manuelles, réhabilitation de 14 pompes manuelles, mise en place de 263 latrines, construction de 6 aires de stockage à ordures, mise en place de 10 comités d'eau, distribution de 2 810 Kits hygiène et tenue de 588 sessions de sensibilisation à l'hygiène, le tout au bénéfice de près de 53 400 personnes.
- Réhabilitation d'urgence de routes : 25 km de routes ont été réhabilitées, dans le district de Roy-e-Doab (province de Samangan), offrant un revenu à 2 312 familles touchées par la sécheresse.
- Programmes de sécurité alimentaire : dans les provinces de Bamyan (districts de Bamyan, Saighan, Kahmard et Yakawlang) et de Samangan (district de Roy-e-Doab), nous avons soutenu près de 4 600 paysans, producteurs et éleveurs, par la production et la distribution de semences, la construction de serres, pépinières, étables et celliers, la construction de barrages et retenues d'eau, la réhabilitation d'infrastructures communautaires et la formation de paysans.
- Programme de « Solidarité Nationale » : SOLIDARITES est partenaire depuis 2005 du NSP (National Solidarity Program). Supervisé par le Ministère Afghan du



Développement Rural, ce programme vise à la promotion de la démocratie locale par la mise en place de conseils communautaires élus en charge de projets au bénéfice de la communauté. En 2006, SOLIDARITES a facilité l'élection de 67 conseils représentant l'ensemble de la population du District de Roy-e-Doab.

Missions Niger – Haïti



SOLIDARITES

Niger

Sécheresse □ **Pauvreté**
accès à l'eau et sécurité alimentaire

Equipe : 2 volontaires, 4 Nigériens et 6 membres nigériens de l'ONG TADRESS.

Montant de l'aide en 2006 : 277 Keuros

Partenaires institutionnels : Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN), Fondation Véolia

Contexte et situation humanitaire

D'après le rapport 2006 du Programme des Nations Unies pour le Développement, le Niger a l'Indice de Développement Humain le

plus faible au monde. Près de 90 % de sa population vit de l'agriculture et l'élevage. Sa croissance démographique (3,4%) est l'une des plus importantes. Les populations pastorales de la région du Tadress, au centre du pays ont été très affaiblies par la crise alimentaire de l'été 2005, consécutive à une année de sécheresse. Après cette sécheresse, de très

importantes précipitations se sont abattues sur une grande partie du Tadress. Les pluies ont endommagé ou détruit de nombreux puits traditionnels qui conditionnent l'activité pastorale et la survie des populations ; déjà affaiblis, les troupeaux ont été décimés.

Notre action

L'action de SOLIDARITES en 2006 a vu la réhabilitation de 38 puits traditionnels, au bénéfice de 1 469 familles d'éleveurs (10 283 personnes).

Enfin, 885 familles (6 197 personnes) ont été sensibilisées aux risques liés à l'utilisation de l'eau. Un point fondamental reposait sur notre partenariat avec l'ONG nigérienne Tadress, créée en 2001 à l'initiative d'un groupe d'éleveurs.

Haïti

Cataclysmes □ **Instabilité politique**
Pauvreté chronique □ **Accès à l'eau**
et l'assainissement □ **Education**

Equipe : 3 volontaires et 35 Haïtiens

Montant de l'aide en 2006 : 791 Keuros

Partenaires : DAH/MAE (France), Union Européenne (EuropeAid)

Contexte et situation humanitaire

En 2006, Haïti a achevé son processus démocratique par des élections (présidentielle, législatives et locales). La mission des Nations Unies de stabilisation en Haïti (MINUSTAH) est garante de la paix civile. La situation humanitaire reste incertaine.



SOLIDARITES

La dégradation continue de l'environnement naturel a des conséquences importantes sur la perte de sol arable et une vulnérabilité accrue aux catastrophes naturelles. La ressource en eau potable est de plus en plus rare (en milieu rural, 60% de la population environ n'a pas d'accès de proximité à l'eau). L'accès à la nourriture est difficile pour les catégories vulnérables (45% de la population, faute de revenu suffisant, est en situation d'insécurité alimentaire, 75% vivant en milieu rural).

Notre action

En 2006, l'équipe de SOLIDARITES à Haïti a achevé le programme commencé en 2005 dans la région de l'Artibonite. Par ailleurs, afin de renforcer les capacités éducatives des départements du Nord et du Nord-Ouest, SOLIDARITES a pris en charge un projet de réhabilitation d'infrastructures scolaires. Notre action en 2006 s'est traduite par la mise en œuvre de ces deux programmes :

- Accès à l'eau et à l'assainissement en zone rurale dans l'Artibonite : réhabilitation de 28 puits et 6 réservoirs, forage de 14 points d'eau, construction de 181 latrines familiales et scolaires, formation à l'hygiène, au bénéfice de 11 150 personnes.
- Réhabilitation d'infrastructures scolaires dans le département du Nord : 5 écoles, dont une école de formation à l'agriculture, ont fait l'objet de travaux de rénovation et d'aménagements (bâtiments, classes, latrines, cuisines, raccordements aux réseaux d'eau), au bénéfice de plus de 2 230 élèves.

Missions Côte-d'Ivoire – Liban



SOLIDARITES

Côte-d'Ivoire

Conflit □ **Post urgence et reconstruction des infrastructures**

Equipe : 6 volontaires et 26 Ivoiriens

Montant de l'aide en 2006 : 702 Keuros

Partenaires institutionnels : Union Européenne (DG ECHO, EuropeAid)

Contexte et situation humanitaire
SOLIDARITES intervient en Côte d'Ivoire depuis 2003. La crise qui dure depuis 4 ans a entraîné la dégradation des infrastructures de base, notamment hydrauliques : en zone rurale, 70% des pompes villageoises sont en panne, obligeant femmes et enfants à parcourir des kilomètres pour puiser de l'eau parfois insalubre dont la consommation

menace les enfants, déjà affaiblis par une alimentation insuffisante. Enfin, 49% des enfants scolarisables ne sont pas inscrits à l'école primaire, ce taux pouvant aller jusqu'à plus de 70% dans les zones les plus touchées.

Notre action

Dans la région du Moyen-Cavally, l'une des plus vulnérables de l'Ouest ivoirien, SOLIDARITES a engagé une action en 2006 qui s'est traduite par la mise en œuvre de deux programmes pluridisciplinaires :

- Programme de réhabilitation des infrastructures et d'accès à l'eau potable et l'hygiène sur le département de Blolequin : réhabilitation de 145 km de pistes et ponts, d'infrastructures de base (écoles, centres de santé, marchés), de 130 puits, et sensibilisation à l'hygiène, au bénéfice de plus de 100 000 personnes.
- Programme de réhabilitation d'infrastructures scolaires, d'accès à l'eau potable et à l'hygiène et d'appui à la relance agricole sur le département de Toulepleu : ce programme, commencé en 2006, sera achevé en 2008. Il prévoit la réhabilitation de 26 écoles, de 144 puits et 46 pompes dans 41 villages et quartiers, la création de comités de gestion de l'eau, le réaménagement

de terres cultivables et la formation de paysans, au bénéfice de près de 40 000 personnes.

Liban

Guerre □ **Urgence** □ **Déplacés**
Accès à l'eau et aide d'urgence

Equipe : 6 volontaires et 5 Libanais.

Montant de l'aide en 2006 : 50 Keuros

Partenaires institutionnels : DAH (France), Nations Unies (PAM, UNICEF), Véolia Water Force.

Contexte et situation humanitaire

Devant les conséquences de l'offensive lancée par l'armée israélienne au sud Liban le 12 juillet 2006, SOLIDARITES a décidé d'intervenir en urgence : à fin juillet, les Nations Unies dénombrèrent 700 000 déplacés sur une population totale du Liban de 3,5 millions d'habitants. Les hostilités ont cessé le 14 août avec la signature d'un cessez-le-feu.

Notre action

Notre équipe est arrivée à Beyrouth le 27 juillet. Elle a dirigé l'action de SOLIDARITES dans la région de Zahlé, puis dans celles de Khiam et de Bent Jbail, au sud-Liban, où des

dizaines de milliers de déplacés avaient besoin d'assistance. Cette action, qui a bénéficié à 20 000 personnes, a consisté en :

- Accès d'urgence à l'eau potable : 6 réservoirs souples et 3 motopompes ont été mis à la disposition des populations.
- Approvisionnement en aide alimentaire et produits de première nécessité : distributions de plus de 80 tonnes de farine, viande, biscuits et huile, et de centaines de kits d'hygiène, kits de cuisine, jerricans, tentes et couvertures.

Si le conflit a généré d'importants déplacements de populations, il n'a heureusement pas abouti à une crise humanitaire majeure, compte tenu du degré avancé de développement socio-économique du Liban.

L'intervention de SOLIDARITES s'est en conséquence achevée le 6 septembre 2006. L'association se tient prête à y intervenir de nouveau en cas d'urgence humanitaire.



SOLIDARITES

Missions Burundi – Liberia

Sorties de crises fragiles □ Post-urgence □ Accès à l'eau et l'assainissement □ Sécurité alimentaire



Burundi

Equipe : 8 volontaires et 92 Burundais

Montant de l'aide en 2006 : 1 277 Keuros

Partenaires institutionnels :

Union Européenne (DG ECHO, EuropeAid), UNICEF, FAO (Nations Unies)

Contexte et situation humanitaire

2006 a vu la signature, en septembre à Dar es-Salaam, d'un accord de cessez-le-feu. Malgré cet espoir, le climat politique a été tendu en 2006 au Burundi. Sur le plan humanitaire, l'année a vu la persistance de l'insécurité alimentaire et des besoins en accès à l'eau potable et l'assainissement. Le mouvement de retour des réfugiés burundais en Tanzanie a été freiné par les disettes dans la plupart des provinces de janvier à mars.

Notre action

L'action de SOLIDARITES au Burundi en 2006 s'est articulée en trois programmes :

- Programme d'accès à l'eau et l'assainissement dans les provinces de Muramvya, Mwaro, Bujumbura Rural, Gitega, Bururi et Cankuzo : réhabilitation de 11 adductions d'eau potable, construction de 31 blocs de latrines, vidange de latrines de 31 établissements scolaires, 9 centres de santé et un camp de demandeurs d'asile, construction de 150 sources, réhabilitation d'un centre de santé, sensibilisation à l'hygiène dans 14 écoles, soutien à 16 régies communales des eaux, au bénéfice de 85 800 personnes.
- Programme de sécurité alimentaire dans les provinces de Muramvya, Mwaro et Cankuzo : diffusion de boutures améliorées de manioc et patates douces, distribution de semences de blé et sorgho, distribution de pommes de terre, haricots, patates douces, maïs et outils agricoles, au bénéfice de 17 050 personnes.
- Programme d'urgence de distribution de produits de première nécessité dans la province de Cankuzo : distribution de kits cuisine, couvertures, seaux, savon, bâches, jerricans biscuits protéinés, moustiquaires, vêtements, à 3 000 réfugiés, rapatriés et déplacés (les enfants et les femmes représentent 70% des bénéficiaires).

Liberia

Equipe : 7 volontaires et 85 Libériens

Montant de l'aide en 2006 : 1 065 Keuros

Partenaires institutionnels :

Union Européenne (DG ECHO, EuropeAid), DAH/MAE (France)

Contexte et situation humanitaire

La guerre civile entre 1989 et 2003 a détruit les infrastructures du Liberia. La situation humanitaire en 2006 reste précaire : 35% de la population est sous-alimentée et le manque d'infrastructures sanitaires et de santé publique contribue à la diffusion des maladies. La malaria est la première cause de mortalité chez les enfants.

Notre action

Présente en zone rurale depuis 2003, SOLIDARITES a mis en place en 2006 une action destinée aux populations retournées et déplacées, aux combattants démobilisés et à la population locale. Cette action en 2006 s'est traduite par la mise en œuvre de deux programmes :

- Programme d'accès à l'eau et l'assainissement dans les comtés

du Maryland et du Grand Kru : construction et réhabilitation de 70 puits, un réservoir d'eau de pluie, 493 latrines et une route, promotion de l'hygiène dans 28 écoles, formation de volontaires libériens à la maintenance d'équipements sanitaires et aux règles d'hygiène et de santé, mise en place de 58 comités communautaires eau et assainissement, au bénéfice de plus de 81 500 personnes.

- Programme de sécurité alimentaire dans le comté du Bong : distribution de semences et d'outils agricoles, soutien à 15 bassins piscicoles et 30 porcheries, construction de 4 porcheries et 5 ponts, au bénéfice de 11 115 personnes.



Et en 2007, 2008...

Notre action se développe, en 2007 et au-delà, sur tous les terrains où l'urgence nous appelle.

Sud Soudan

Partenaires institutionnels : DAH/MAE (France), CHF (Common Humanitarian Funds), Union Européenne (DG ECHO), Nations Unies (Unicef)

En 20 ans de guerre, entre 2 et 4 millions de sud Soudanais ont été déplacés et 500 000 se sont réfugiés dans les pays voisins. L'accord de paix de 2005 a entraîné d'importants retours, qui ont accru les vulnérabilités : maladies hydriques et crises alimentaires.

Dans ce contexte, SOLIDARITES met en œuvre des actions prioritaires :

- Accès d'urgence à l'eau potable et l'hygiène dans la ville de Malakal (Etat du Haut Nil): distribution d'eau, construction de latrines...
- Accès d'urgence à l'eau et l'assainissement dans les zones rurales isolées de l'état de Jonglei
- Réhabilitation de la route entre Malakal et Nasir (Etats du Haut Nil et de Jonglei) : cette route est l'artère vitale des approvisionnements au sud Soudan

qui a poussé à l'exode plus de 212 000 personnes dans ce pays parmi les plus pauvres, SOLIDARITES a distribué des produits de première nécessité à 3 800 personnes sur la zone de Kabo, dans la préfecture de l'Ouham, où nous fournissons également à 10 000 déplacés une aide en construction d'abris, distribution de semences et denrées alimentaires.

Nord Kenya

Partenaires institutionnels : DFID (GB)
Dans la province déshéritée de North Horr, SOLIDARITES mène un programme de renforcement des conditions de vie de la population : distribution de lait dans les écoles, production de fourrage, réhabilitation de puits, construction de latrines.

République Centrafricaine (RCA)

Partenaires institutionnels : DAH/ MAE (France), Nations Unies (PNUD)
En raison de l'influence déstabilisatrice du conflit du Darfour et d'un conflit intérieur

Somalie

Partenaires institutionnels : DAH/MAE, CIAA (France), DFID (GB)

Depuis 1991, la guerre civile ravage ce pays, trop pauvre pour figurer sur l'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement. Nous mettons en œuvre au sud du pays un programme de sécurité alimentaire (réhabilitation de 60 pompes d'irrigation, distribution de semences et outils agricoles) dans la province de Bardera, ainsi qu'un « mécanisme de réponse rapide » comprenant des distributions de produits de première nécessité, dans celle d'Afmadow.



SOLIDARITES

Thaïlande

Partenaires institutionnels : Union Européenne (EuropeAid), Coopération Suisse
Dans la province de Tak, SOLIDARITES prend en charge l'assainissement du camp de réfugiés Birmans de Mae La accueillant 12 000 personnes : construction de latrines, distribution de kits d'hygiène, formation à l'hygiène, veille aux épidémies...



D.R.

Et en **2007, 2008...**



SOLIDARITES

Syrie et d'autres terrains d'action, encore...

La Syrie accueille plus de 1,4 million d'Irakiens. Ces réfugiés ont besoin notamment d'accès à l'eau potable et l'hygiène. SOLIDARITES souhaite intervenir dès que possible auprès d'eux. De même, nous menons des évaluations dans les territoires palestiniens, afin de déterminer l'aide la plus appropriée et ses modalités. SOLIDARITES, enfin, se tient prête à répondre à toute urgence humanitaire.

Missions accomplies...

Après avoir mené à bien nos programmes humanitaires, suite au tsunami, la mission de SOLIDARITES en Indonésie a fermé en mai 2007. Par ailleurs, les missions Niger et Haïti ont été suspendues, respectivement en janvier et mars 2007, et pourront être réactivées si l'urgence l'exigeait.

Accès à l'eau potable : une campagne de mobilisation exceptionnelle

Pour inciter les décideurs à passer de la parole aux actes pour permettre l'accès à l'eau potable pour tous dans le monde, SOLIDARITES développe depuis le début 2007 une grande campagne de mobilisation destinée au grand public et aux médias. Cette campagne s'appuie sur un site dédié : www.votregouttedeau.org,

sur lequel les internautes sont invités à signer une PETITION. Cette pétition sera remise à l'issue de la Journée Mondiale de l'Eau (JME) du 22 mars 2008 aux responsables politiques, notamment le Président de la République, le Président de la Commission Européenne et le Secrétaire Général des Nations Unies.



Rapport financier 2006

Les éléments significatifs de 2006

L'année 2006 est marquée par un volume d'activité stable par rapport à 2005 malgré la baisse des financements liés au tsunami. L'évolution de la collecte de fonds et une gestion renforcée des contrats bailleurs ont contribué à un excédent historique en 2006, permettant à l'association d'accroître ses réserves pour poursuivre son développement sur 2007 et les années suivantes. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette dynamique :

- Un nombre stable de missions : les 11 missions opérationnelles à fin 2005 l'étaient toujours au 31 décembre 2006. A celles-ci rajoutait la mission Liban pendant un mois en août 2006
- Nouvelles missions d'évaluation : au Kenya, en République Centrafricaine, en Thaïlande (réfugiés birmanes) et au Sud Soudan pour un démarrage d'activités en 2007
- Maintien de deux grosses missions d'urgence : au Darfour et à l'est de la RDC, aussi bien en termes financiers qu'en termes de contributions en nature
- Un effort considérable de collecte de fonds : un changement d'agence, une analyse plus fine de la base de données donateurs et un message fort.
- Un renforcement des capacités du siège : 10 nouveaux postes ouverts dans l'année, dont la moitié due à la création d'un nouveau Desk Urgence/Evaluations/Ouvertures.

Cette performance est d'autant plus satisfaisante que, en février 2006, un incendie a gravement endommagé le siège et a nécessité 2 mois de travaux.

Le compte d'emploi des ressources

En 2006, le principe des fonds dédiés a été intégré pour la deuxième année consécutive. Les comparatifs permettent une analyse aussi bien du

total des ressources de l'exercice que du total des ressources utilisées, les deux totaux apparaissant dans le compte d'emploi des ressources.

Le total des ressources de l'exercice représente les nouveaux financements obtenus dans l'année. Ces financements pourraient concerner des projets pluriannuels. Le total des ressources utilisées dans l'année représente les ressources utilisées sur les projets humanitaires dans l'année 2006, issus aussi bien des financements signés en 2006 que dans les années antérieures.

Les ressources de l'association

Les ressources utilisées en 2006 sont stables à 28,4M€ par rapport à 2005. Les ressources de l'exercice diminuent, passant de 35M€ en 2005 à 30,4M€ en 2006 du fait de la baisse des financements dans les pays touchés par le tsunami et la réduction de contributions en nature au Soudan. Les ressources utilisées de 28,4M€ sont réparties comme suit :

- 18,2 M€ de financements institutionnels (15,9 M€ en 2005, soit une hausse de 15%)
- 5,6 M€ de contributions en nature (8,4 M€ en 2005, soit une baisse de 33%)
- 4,3 M€ de ressources privées, dont 2,8 M€ de ressources issues de la générosité publique et 1,5 M€ d'entreprise et d'autres ressources privées (3,7 M€ en 2005, soit une hausse de 16%)
- 0,3 M€ d'autres produits (0,4 M€ en 2005)

La répartition des financements institutionnels varie entre les ressources utilisées et les ressources de l'exercice et souligne l'année de transition après le tsunami. Dans les deux cas l'Union Européenne reste le partenaire le plus important et la DG ECHO garde la première position avec un tiers des financements institutionnels.

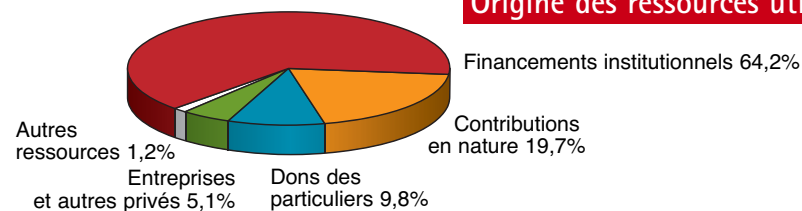
La signature d'un contrat avec Europeaid en Côte d'Ivoire pour 2,4M€ sur 2 ans fait monter sa part des ressources de l'exercice à 25%, avec les res-

sources utilisées à 15%. L'utilisation des financements des Nations Unies augmente à nouveau de 2,9M€ en 2005 à 3,8M€ en 2006. Le contrat le plus significatif reste celui du programme « Mécanisme de Réponse Rapide » en RDC en partenariat avec l'UNICEF. Les partenariats ONU continuent aussi sous forme de contributions en nature. 5,6M€ sont valorisés en 2006, dont 3,4M€ de distributions alimentaires au Darfour, par rapport 8,3M€ en 2005. L'utilisation des fonds concernant les actions post-tsunami représente la majeure partie des 8% de financement du gouvernement français (3% des nouveaux financements 2006). Le nombre de contrats d'une valeur supérieure à 1 million d'Euros est passé de 1 en 2005 à 6 en 2006. Il s'agit de financements de l'UE, de l'ONU mais aussi de USAID qui augmente de 0,8M€ en 2005 à 1,9M€ en 2006. L'année 2006 n'a pas vu de baisse de la collecte auprès du grand public après le tsunami de 2005. Au contraire, un message fort sur la crise au

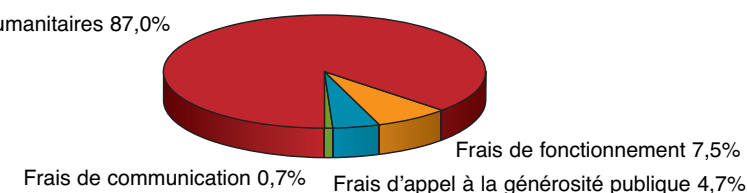
Darfour et plus de prélèvements automatiques ont permis une augmentation des ressources issues du grand public de 7,5%, de 2,5M€ en 2005 à 2,7M€ en 2006. Les ressources affectées non utilisées de l'exercice 2005 issues de dons particuliers reçus après le tsunami (125K€) ont été utilisées intégralement au 31 décembre 2006. Les financements attribués par la Croix Rouge Française et par la Fondation de France ont été reclassifiés sous la rubrique « Autres ressources privées » pour l'année 2006 et les comparatifs 2005. A l'exception d'un projet cofinancé au Niger, l'ensemble des fonds privés accordés en 2006 soutenait des projets « suite » dans les pays touchés par le tsunami en décembre 2004, l'Indonésie et le Sri Lanka.

Les financements privés représentent 18,6% des ressources financières (hors contributions en nature) sur la base des ressources utilisées en 2006 par rapport à 18,2% en 2005, et 14,7% des ressources de l'exercice (16,8% en 2005).

Origine des ressources utilisées en 2006



Répartition des Emplois de l'Exercice 2006



Les emplois de l'association

Le total des emplois de l'association est de 28,0 M€ en 2006 par rapport 28,3M€ en 2005 avec un investissement au niveau du siège pour poursuivre le développement de l'activité.

- 87,0%, soit 24,4 M€ affecté aux missions humanitaires (89,5%, 25,3M€ en 2005)
- 4,8%, soit 1,3M€ aux frais d'appel à la générosité du public (4,6%, 1,3 M€ en 2005)
- 0,7%, soit 0,2 M€ à la communication (0,8%, 0,2M€ en 2005)
- 7,5%, soit 2,1 M€ aux frais de fonctionnement (5,1%, 1,5M€ en 2005)

Dans la continuité de 2005, les conflits au Soudan et à l'Est de la RDC représentent 59% des emplois des missions humanitaires, soit 14,3M€ En termes purement financiers, 8,8M€ des emplois leur ont été consacrés. La troisième mission est l'Indonésie (10%) avec une poursuite des reconstructions d'écoles de 2005 et la mise en œuvre d'un nouveau contrat de 1,4M€ couvrant les zones de Meulaboh et Nias.

74K€ ont été investis en 2006 dans les missions d'évaluation dans de nouveaux pays en vue d'ouvertures en 2007. Il s'agit du nord Kenya et de la Somalie, du sud Soudan et de la Thaïlande (réfugiés birmanes).

Les frais de collecte et de gestion des dons s'élèvent à 1,3M€ en 2006, soit une augmentation de 3% comparée à 2005, et correspondent à un ratio frais de collecte/dons de 49,1 %. Ce ratio s'est amélioré par rapport à 2005, malgré les charges supplémentaires dues à la période de transition des deux agences de marketing direct

Les frais d'information et de communication baissent de 31K€ en 2006 par rapport à 2005, soit 13%. Cette baisse est ponctuelle, les activités de la communication ayant été ralenties en 2006 par l'effort sur la collecte de fonds et l'incendie au siège.

L'augmentation des frais de fonctionnement de 1,5M€ en 2005 à 2,1M€ en 2006 est due à l'augmentation des frais de siège et à une hausse des charges financières et exceptionnelles. Les frais de siège de 1,6 M€ sont en hausse de 32,5% par rapport à 2005, reflétant la progression du cadre salarial pour les permanents du siège ainsi que la création de nouveaux postes visant à renforcer les capacités opérationnelles. Néanmoins, les frais de siège restent à un niveau très correct en vue du volume et de la complexité des activités gérées. Le nombre de

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

EMPLOIS (en euros)	2006		2005		RESSOURCES (en euros)	2006		2005			
	Afghanistan	1 632 034	1 543 286	Dons des particuliers		2 707 605	2 479 482	Indonésie	2 412 951	1 468 258	Legs et donations
Pakistan	836 445	145 945	Autres concours			Sri Lanka	957 349	2 416 268	RESSOURCES ISSUES DE LA GENEROSITE PUBLIQUE	2 707 605	2 519 031
Cote d'Ivoire	702 431	1 221 198	en % du total des ressources de l'exercice	8,9%	7,2%	Liberia	1 064 942	808 843	Financement d'entreprises et autres organismes privés	923 768	1 933 387
Niger	276 576	76 217	Financements France	979 863	3 691 378	Niger	276 576	76 217	Cotisations adhérents	1 083	1 688
Soudan	8 171 695	9 149 265	Financements Union Européenne	12 033 828	11 009 143	Soudan	8 171 695	9 149 265	Financements ONU	3 559 272	3 393 570
Burundi	1 277 158	1 547 169	Financements ONU	4 054 980	3 334 338	Burundi	1 277 158	1 547 169	Financements Coopérations Nationales	4 054 980	3 334 338
RDC (Est)	6 106 568	5 974 202	Financements Autres	191 696	271 304	RDC (Est)	6 106 568	5 974 202	RESSOURCES INSTITUTIONNELLES	20 819 639	21 699 734
Haïti	790 967	325 688	en % du total des ressources de l'exercice	68,5%	62,0%	Haïti	790 967	325 688	Dons en nature PAM	3 399 221	6 164 280
Liban	49 827		Dons en nature	2 191 058	2 186 141	Liban	49 827		Autres dons en nature	2 191 058	2 186 141
Kenya, Sud Soudan, Thaïlande	73 587		CONTRIBUTIONS EN NATURE	5 590 279	8 350 421	Kenya, Sud Soudan, Thaïlande	73 587		en % du total des ressources de l'exercice	18,4%	23,9%
Pays fermés avant 2006	8 613	661 467	Autres produits exploitation	21 716	143 282	Pays fermés avant 2006	8 613	661 467	Produits financiers	171 921	83 081
MISSIONS HUMANITAIRES	24 361 143	25 337 808	Produits financiers	171 921	83 081	MISSIONS HUMANITAIRES	24 361 143	25 337 808	Reprise de Provisions	88 821	185 352
en % du total des emplois de l'exercice	87,0%	89,5%	Produits exceptionnels	48 010	38 903	en % du total des emplois de l'exercice	87,0%	89,5%	Produits exceptionnels	48 010	38 903
Frais de collecte	1 155 262	1 110 303	AUTRES RESSOURCES	330 469	450 619	Frais de collecte	1 155 262	1 110 303	en % du total des ressources de l'exercice	1,1%	1,3%
Frais de traitement des dons	173 728	180 417	en % du total des ressources de l'exercice	1,1%	1,3%	Frais de traitement des dons	173 728	180 417	TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE (3)	30 376 119	34 979 733
FRAIS D'APPEL A LA GENEROSITE PUBLIQUE	1 328 991	1 290 720	TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE	27 996 049	28 304 455	FRAIS D'APPEL A LA GENEROSITE PUBLIQUE	1 328 991	1 290 720	Report des ressources non encore utilisées antérieurement	6 220 323	
en % du total des emplois de l'exercice	4,7%	4,6%	100,0%	100,0%	100,0%	en % du total des emplois de l'exercice	4,7%	4,6%	TOTAL DES RESSOURCES	36 596 442	34 979 733
FRAIS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	203 254	234 323	Ressources restant à utiliser (1)	8 197 568	6 620 680	FRAIS D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	203 254	234 323	TOTAL DES RESSOURCES	36 596 442	34 979 733
en % du total des emplois de l'exercice	0,7%	0,8%	TOTAL DES EMPLOIS (2)	36 193 616	34 925 135	en % du total des emplois de l'exercice	0,7%	0,8%	Déficit de l'exercice		
Frais de siège	1 573 460	1 187 914	Excédent de l'exercice	402 826	54 598	Frais de siège	1 573 460	1 187 914	TOTAL GENERAL	36 596 442	34 979 733
Charges financières	217 000	93 183	TOTAL EMPLOIS UTILISES (2) -(1)	27 996 049	28 304 455	Charges financières	217 000	93 183	TOTAL DES RESSOURCES UTILISEES (3)+(4)-(1)	28 398 874	28 359 053
Provisions pour risques et charges	203 465	100 098				Provisions pour risques et charges	203 465	100 098			
Charges exceptionnelles	108 735	60 409				Charges exceptionnelles	108 735	60 409			
FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION	2 102 660	1 441 604				FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION	2 102 660	1 441 604			
en % du total des emplois de l'exercice	7,5%	5,1%				en % du total des emplois de l'exercice	7,5%	5,1%			

RAPPORT GÉNÉRAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

(Exercice clos le 31 décembre 2006)

Mesdames, Messieurs,
En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, sur :
le contrôle des comptes annuels de l'association SOLIDARITES établis en Euros, tels qu'ils sont joints au présent rapport, la justification de nos appréciations, les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi. Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note XV exposée dans l'annexe indiquant que le compte annuel d'emploi et ressource est, en application l'article 9 de l'ordonnance n°2005-856 du 28 juillet 2005, présenté pour la première fois dans l'annexe des comptes annuels, et décrivant les modalités d'élaboration retenues pour établir le compte d'emploi annuel des ressources prévu à l'article 4 de la loi n°91-772 du 7 août 1991, en l'absence de référentiel comptable applicable à ce jour.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :
votre Association comptabilise des fonds dédiés, conformément au plan comptable associatif. La partie VII – FONDS DEDIES – de l'annexe détaille les principes de comptabilisation retenus ainsi

que les mouvements intervenus sur les fonds dédiés au cours de l'exercice. Nous nous sommes notamment assurés, sur la base de la documentation juridique obtenue et des contrôles des dépenses réalisés, de la correcte détermination des fonds dédiés à la clôture de l'exercice ; Comme présenté au paragraphe de l'annexe intitulé « risques pour provisions et charges », votre Association constitue des provisions pour couvrir les risques liés à son activité. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions et dépréciations s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par la direction pour identifier et évaluer les risques sur une revue des risques identifiés et des estimations retenues, et sur un examen des événements postérieurs venant corroborer ces estimations ; La note XV de l'annexe expose les modalités d'élaboration retenues pour établir le compte emploi annuel des ressources prévu à l'article 4 de la loi n°91-772 du 7 août 1991. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié que, en l'absence de règles comptables applicables à l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources, les modalités d'élaboration du compte d'emploi sont correctement décrites dans les notes accompagnant ce précédent. Nous nous sommes enfin assurés de la correcte mise en œuvre de ces modalités pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques

Par ailleurs, nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait au Chesnay, le 1 juin 2007

Yves Kerveillant et Eric Chapuis
IDF Expertise et Conseil
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

cement appliqués par les bailleurs en 2006. En général un prolongement dans la durée du cycle d'un projet bailleurs est à constater. Concernant les charges exceptionnelles, il s'agit des pertes suite aux vols subits par les missions, de plus en plus fréquents en RDC et au Soudan, et des pertes sur de vieilles créances bailleurs. Les

salariés, équivalent temps plein, au siège est passé de 26 à 33 à fin 2006. Les charges financières augmentent en raison des pertes de change et des intérêts débiteurs sur les avances de trésorerie accordées à l'association par un pool de banques. Ces avances reflètent la hausse d'activité sur les missions et les termes de finan-

ACTIF (en euros)	31/12/06		31/12/05		PASSIF (en euros)	31/12/06		31/12/05	
	Brut	Amort. / prov.	Net	Net					
Immobilisations incorporelles	97 613	75 865	21 748	4 664	Report à nouveau/Réserves	441 736	387 138		
Immobilisations corporelles	448 616	416 065	32 550	61 862	Résultat de l'exercice	402 826	54 598		
Immobilisations financières	62 420		62 420	55 845	Fonds Propres	844 562	441 737		
Actif Immobilisé	608 649	491 930	116 718	122 372	Provisions pour risques Et charges	347 525	207 236		
Stock et en cours	51 741		51 741	34 345	Fonds dédiés	8 597 925	6 620 680		
Créances Bailleurs de Fonds	8 975 121		8 975 121	7 669 458	Emprunts de trésorerie	137 933	269 231		
Autres Créances	78 899		78 899	101 082	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	667 536	939 700		
Valeurs mobilières de placement	1 998		1 998	1 998	Dettes fiscales Et sociales	451 216	289 636		
Disponibilités	1 770 638		1 770 638	1 015 607	Autres dettes	104 190	311 329		
Actif circulant	10 878 397		10 878 397	8 822 490	Dettes	1 360 875	1 809 896		
Comptes de régularisation	172 350		172 350	262 561	Écart de conversion passif	16 578	127 873		
TOTAL DE L'ACTIF	11 659 395	491 930	11 167 465	9 207 422	Comptes de régularisation	16 578	127 873		
					TOTAL DU PASSIF	11 167 465	9 207 422		

DES CONTRÔLES CROISSANTS DE L'EMPLOI DE NOS RESSOURCES

Le nombre d'audits externes augmente d'année en année, avec 25 contrats audités en 2006 pour un montant total de 7M Euros. Le prévisionnel pour 2007 est une trentaine de projets pour plus de 13M Euros. Les projets mis en œuvre après le Tsunami ont été la cible d'attention particulière avec un contrôle de la Cour des Comptes succédant aux audits diligentés par la Croix Rouge Française, la Fondation de France et l'Agence de l'Eau Seine Normandie. Leur conclusion a confirmé l'utilisation

des fonds conformément aux objectifs. Concernant les bailleurs institutionnels, les contrats EuropeAid arrivent en tête avec 7 audits pour un montant total de 3M Euros. Les autres bailleurs concernés sont OFDA, OCHA et HCR. En plus, 4 missions d'audit interne ont été effectuées sur le terrain en 2006. L'indépendance d'action du service Contrôle Interne a été renforcée en 2006: il est passé sous la responsabilité du nouveau Directeur Exécutif et un poste supplémentaire recruté.

provisions pour risques et charges traitent le risque de change, les créances douteuses et une provision pour le déménagement du siège en 2007.

Conclusion

SOLIDARITES a maintenu en 2006 un même niveau d'aide mise en œuvre qu'en 2005 avec un résultat de la période le plus important jamais enregistré par SOLIDARITES depuis sa création. Ce résultat permet de presque doubler les fonds pro-

pres de l'association, qui passent de 0,44M€ en 2005 à 0,84M€ en 2006. Néanmoins, il faut rester vigilant, le résultat 2006 est modeste par rapport au volume d'activité et les terrains d'intervention restent imprévisibles. L'évolution des instruments de gestion est un objectif constant afin d'apporter une aide humanitaire toujours plus efficace sur le terrain.

Fait à Paris, le 29 mai 2007
Gildas Poirel, Trésorier

Notre communication

La communication de SOLIDARITES en 2006 s'inscrit dans un contexte spécifique : c'est l'année de l'après Tsunami, où nous ancrons et développons notre combat pour l'accès à l'Eau potable à l'occasion de la Journée

- Journée Mondiale de l'Eau, 22 mars 2006 : SOLIDARITES se mobilise à Paris, Bruxelles et Mexico pour informer et sensibiliser à l'accès à l'eau potable pour tous.



A Paris sur le lieu symbolique de la fontaine des innocents, des comédiens bénévoles représentent les 15 morts par minute tués par une eau insalubre, à l'occasion de la JME 2006

Paris :

- A Paris sur le lieu symbolique de la fontaine des innocents, des comédiens bénévoles représentent les 15 morts par minute tués par une eau insalubre. Cette scène est filmée et mise sur notre site. Ce film « l'eau tue » est relayé par des bannières sur des sites à fort trafic nous offrant de l'espace gracieux.

Un succès : plus de 100 000 visites sur le site en un mois.

- Cet évènement est aussi repris dans un dossier de presse spécifique réalisé par l'agence Rouge et envoyé en décembre 2005. Plus de 600 journalistes ont été rappelés à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau le 22 mars 2006.

Mondiale de l'Eau, au-delà de la mobilisation extraordinaire qu'avait engendrée le raz de marée en Asie du Sud-Est. Une année charnière, également, dans notre relation aux donateurs privés et à nos partenaires.

- Une campagne de bannières « L'eau tue » relayant un appel à dons par SMS a été mise en place et une page spéciale JME a été développée sur le site de SOLIDARITES www.solidarites.org

Nous avons aussi été présents sur le Parvis de l'hôtel de ville de Paris, avec une exposition photos sur nos programmes Eau en Indonésie, grâce à un espace offert par la Mairie de Paris.

Bruxelles :

L'exposition photo Urgence Eau Darfour est présentée à Bruxelles dans l'enceinte du Parlement Européen les 29 et 30 Mars.

Mexico :

Présente au 3e Forum Mondial de l'Eau ; SOLIDARITES avec l'équipe de l'AESN fait une intervention sur la thématique : « l'efficacité d'un partenariat dans l'urgence : exemple Tsunami » le 18 mars sur le stand du pavillon français.

- Un dossier spécial « L'Eau : l'urgence humanitaire »

Il a été réalisé et envoyé à 1 000 leaders d'opinion. Disponible et téléchargeable sur



Notre dossier spécial « Eau : l'urgence humanitaire » envoyé à 1 000 leaders d'opinion

notre site. Au-delà de la JME 2006, et afin de continuer à sensibiliser le public français sur le combat pour l'accès à l'eau potable dans le monde, nous avons profité de l'été 2006 pour diffuser notre campagne « H2O, Choléra : l'eau tue » grâce à de l'espace gracieux. Nous avons bénéficié de parutions dans l'Echo, la Presse de la Manche, Presse Océan, le Courrier de l'Ouest, le Midi Olympique, le Journal du Centre... Une création offerte par l'agence BDDP et Fils du groupe TBWA.

- Des partenaires qui agissent avec nous dans une relation approfondie

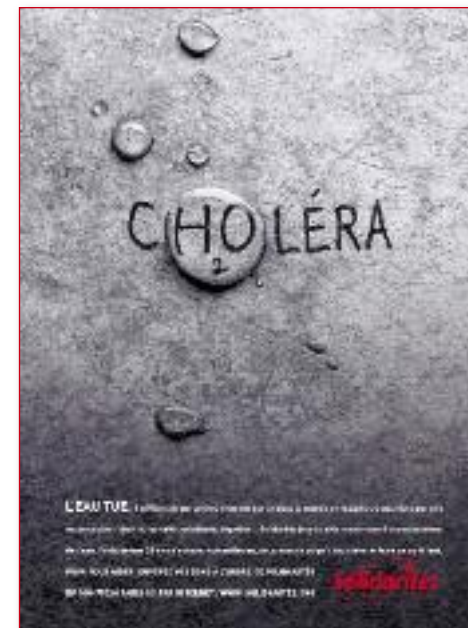
L'année 2006 se caractérise par l'approfondissement des partenariats autour de la thématique de l'eau et la mise en place d'actions choisies :

1 - Produit-partage :

Avec le Crédit Coopératif, Le livret Agir Urgence Eau a passé les 20 000 euros de contribution net annuel, et son potentiel de développement s'inscrit dans la durée.

2 - Partenariats financiers :

AESN (Agence de l'Eau Seine Normandie), AERM (Agence de l'Eau Rhin et Meuse), Véolia et Sanofi-Aventis ont permis le financement dans l'urgence de projets au Niger et à Java (Indonésie).



Affiche de notre campagne « H2O, Choléra : l'eau tue ». Une création offerte par l'agence BDDP et Fils du groupe TBWA

3 - Partenariats de compétence :

Aquassistance apporte son soutien technique sur notre projet Eau à Béni en RD Congo. BDDP Et Fils du groupe TBWA conçoit les campagnes pour sensibiliser le public à notre combat pour l'accès à l'eau potable.

- Donateurs privés : un lien renforcé

L'année 2006 restera marquée pour notre collecte de fonds privés comme l'année du changement d'agence conseil. Appuyés par l'agence Adfinitas, nous avons renforcé le lien avec les 60 000 donateurs particuliers qui nous soutiennent fidèlement. Le résultat est une augmentation importante des ressources nettes, soit 12% de plus qu'en 2005. Ceci est le fruit d'une mise en avant du prélèvement automatique, d'une segmentation optimisée de nos appels, et d'un développement continu du don en ligne. Nos donateurs reçoivent notre journal trimestriel d'information sur nos actions. Par ailleurs, nous diffusons régulièrement une Newsletter Internet à près de 6 500 abonnés.



Diaporama sur notre action d'urgence à Java, en Indonésie, mis en ligne sur notre site www.solidarites.org



Le dossier de presse réalisé avec l'agence Rouge, et envoyé à plus de 600 journalistes à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau le 22 mars 2006.

- La presse, écho de notre action

Une dizaine de communiqués de presse diffusés par nous permettent d'informer les médias, qui se font souvent l'écho de notre action : nombreux articles en presse écrite, émissions radio et reportages télévisés. En été 2006, à l'occasion de notre intervention d'urgence au Liban, un visuel d'appel à dons a bénéficié de parutions dans le Nouvel Observateur et le Parisien (plus de 2,5 millions de lecteurs chaque jour).

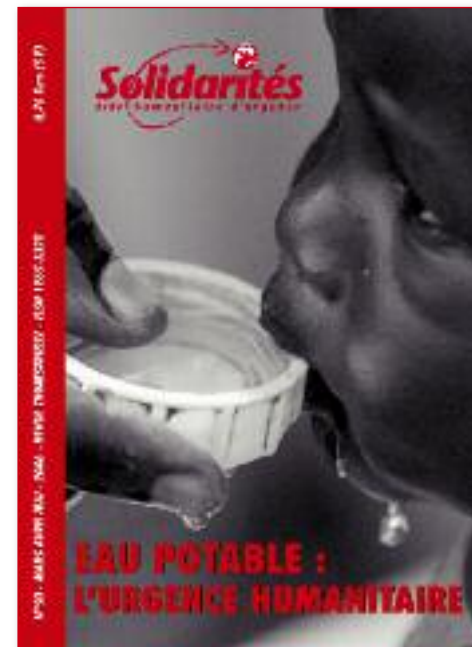
- Sur le web

notre site www.solidarites.org, expression riche et constamment actualisée de ce que nous faisons, est mis à jour et se développe au rythme des urgences humanitaires auxquelles nous répondons sur le terrain.

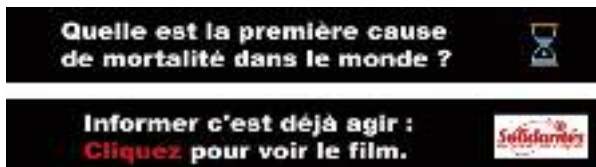
- Un rapport d'activité, miroir de notre engagement :

Imprimé à plus de 3 000 exemplaires, notre rapport d'activités 2005 a été envoyé à nos grands donateurs, aux leaders d'opinion, aux institutions partenaires et entreprises, et aux journalistes qui participent à notre action humanitaire.

Le livret Agir : un produit-partage développé en partenariat avec le Crédit Coopératif



Notre journal d'information, diffusé à plus de 60 000 exemplaires



Bannières Internet de notre clip « 15 morts par minute » diffusées à l'occasion de la JME 2006

Remerciements – Contacts



SOLIDARITES/ALAIN BOINET

MERCI À :

- Nos 60 000 donateurs particuliers qui soutiennent généreusement et fidèlement notre action humanitaire

Institutions :

- Le Ministère Français des Affaires Etrangères (DAH, CIAA) et la Délégation Interministérielle post Tsunami (DIPT)
- Les Agences de l'Eau Seine Normandie (AESN) et Rhin Meuse (AERM)
- La Commission Européenne (DG ECHO et EuropeAid)
- DFID (Royaume Uni)
- La Coopération japonaise (JICA)
- OFDA (Etats-Unis)
- Nations Unies (UNICEF, PAM, HCR OCHA, FAO, PNUD, UNJLC)
- CHF (Common Humanitarian Funds)
- MRRD (Ministère afghan du Développement rural)
- Conseil Régional Midi Pyrénées
- Conseil Général de Corrèze
- St Paul de la Réunion
- Croix-Rouge Française

Fondations, entreprises :

- La Fondation de France
- La Fondation Veolia
- Veolia Water Force
- Crédit Coopératif
- Les laboratoires Sanofi-Aventis
- La Fondation Schneider Electric
- Michelin
- Aquassistance
- BDDP et Fils et le groupe TBWA

CONTACTS AVEC SOLIDARITES : Association SOLIDARITES, 50 rue Klock, 92210 Clichy, France – Tel : 00 33 (0)1 80 21 05 05 – Fax : 00 33 (0)1 80 21 05 99

Courriel :
info@solidarites.org

Alain Boinet,
Directeur général et fondateur :
aboinet@solidarites.org

Yannick le Bihan,
Directeur exécutif :
ylebihan@solidarites.org

Pierre Gallien,
Directeur des missions :
pgallien@solidarites.org

Amanda Ducroz-Lovell,
Directrice administrative et financière :
aducroz-lovell@solidarites.org

Véronique Sentilhes,
Directrice de la communication :
vsentilhes@solidarites.org

Pour obtenir des informations complémentaires : Consulter notre site Internet www.solidarites.org